

Déclaration post-électorale : la faible participation aux élections en Tunisie confirme la nécessité d'un large consensus

TUNIS, TUNISIE (3 février 2023) - Le second tour des élections législatives tunisiennes du 29 janvier a de nouveau échoué à mobiliser les électeurs, soulignant le rejet par le peuple tunisien du processus politique initié par le Président le 25 juillet 2021.

Le taux de participation historiquement bas, pour la deuxième fois en deux mois, confirme, pour toutes les parties prenantes tunisiennes, la nécessité de s'engager dans un dialogue national inclusif et transparent afin de relancer la transition démocratique du pays, aujourd'hui bloquée, et de parvenir à un consensus sur les solutions aux problèmes politiques, économiques et sociaux du pays.

La faible participation électorale en Tunisie – environ 11% aux deux tours – marque une période difficile dans sa transition démocratique, qui a déraillé lorsque le Président a pris le contrôle de tous les leviers du pouvoir en juillet 2021. Les dirigeants politiques et les leaders de la société civile, ainsi que les parlementaires nouvellement élus, doivent rechercher un large consensus pour remettre le pays sur la voie de la démocratie.

Bien que le Président ait déclaré qu'il répondait à l'incapacité du parlement à résoudre les problèmes sociaux et économiques qui ont affecté le pays depuis la révolution de Jasmin de 2011, un processus non-inclusif a modifié la nouvelle constitution du pays, adoptée en 2014. Le Président a diabolisé ceux qui s'opposaient à ces changements et a ciblé diverses institutions de l'État,

Le Centre renouvelle ses recommandations formulées après le premier tour des élections et exhorte le parlement nouvellement élu à s'engager avec les acteurs qui ont lancé l'initiative de dialogue national et à aborder de toute urgence les questions suivantes :

- La nécessité d'une nouvelle loi électorale qui ré-établira un organisme électoral indépendant ;
- L'examen et la révision du système électoral pour faciliter une élaboration efficace des politiques nationales ;
- La mise en place de politiques qui traitent des problèmes critiques telles que la corruption, la réforme du secteur de la sécurité et l'administration publique ;
- Le ré-établissement de l'équilibre des pouvoirs entre les branches exécutive, législative et judiciaire ;
- Le renforcement de l'éducation civique et des électeurs afin d'impliquer la population dans les consultations du dialogue national et des réformes qui impacteront leur vie quotidienne ;
et

